

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
3 décembre 2018
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 5^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 16 octobre 2018, à 10 heures

Présidente : M^{me} Bird (Australie)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires* : M. Ruiz Massieu

Sommaire

Point 138 de l'ordre du jour : amélioration de la situation financière
de l'Organisation des Nations Unies

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 138 de l'ordre du jour : amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

1. **M^{me} Beagle** (Secrétaire générale adjointe à la gestion), accompagnant sa déclaration¹ d'un diaporama numérique, dit que, depuis la présentation de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies à la 37^e séance de la Commission tenue le 11 mai 2018 dans le cadre de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a écrit à tous les États Membres le 25 juillet 2018, comme suite à sa lettre du 11 janvier 2018, pour les informer de l'inquiétante situation financière de l'Organisation. L'exposé qu'elle s'apprête à faire porte sur la situation financière du budget ordinaire, des budgets des opérations de maintien de la paix et de ceux des tribunaux internationaux au 30 septembre 2018, date d'arrêté des comptes.

2. La situation de trésorerie du budget ordinaire demeure précaire, les déficits étant de plus en plus importants et apparaissant plus tôt dans l'année. Le déficit du budget ordinaire, qui était de 139 millions de dollars au 30 juin 2018, a atteint 365 millions de dollars au 30 septembre 2018, après épuisement des réserves de 353 millions de dollars (150 millions de dollars du Fonds de roulement et 203 millions de dollars provenant du Compte spécial). Au 30 septembre 2018, le déficit, compte tenu de ces réserves, était de 12 millions de dollars ; ce montant a été couvert par des emprunts sur les comptes d'opérations de maintien de la paix dont le mandat est achevé.

3. Au 1^{er} janvier 2018, le montant des contributions non acquittées au titre du budget ordinaire s'élevait à 531 millions de dollars, soit 122 millions de plus qu'au 1^{er} janvier 2017. En 2018, le montant des contributions au budget ordinaire mises en recouvrement a été de 2,5 milliards de dollars, soit 91 millions de dollars de moins qu'en 2017. Toutefois, le montant des contributions non acquittées au 30 septembre 2018 n'était que de 7 millions de dollars de moins qu'au 30 septembre 2017. Au total, 1,1 milliard de dollars restaient impayés au 30 septembre 2018.

4. Au 30 septembre 2018, 141 États Membres avaient versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire, soit sept de plus qu'au 30 septembre 2017. Trois autres États Membres ont versé leurs contributions depuis la date d'arrêté des comptes. L'oratrice remercie

les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs contributions au budget ordinaire et exhorte les autres États Membres à le faire dès que possible, car leurs actions détermineront les résultats financiers de 2018.

5. La demande d'activités de maintien de la paix étant sujette à des fluctuations, il est difficile de prévoir les besoins de financement. De plus, l'exercice budgétaire retenu pour les opérations de maintien de la paix court du 1^{er} juillet au 30 juin, ce qui ne correspond pas à l'année civile. Par ailleurs, les contributions sont mises en recouvrement séparément pour chaque opération et, étant donné que les avis de mise en recouvrement doivent correspondre à la durée du mandat approuvé par le Conseil de sécurité pour chaque mission, ils s'échelonnent sur toute l'année et portent sur des périodes de durée différente. En 2018, le montant mis en recouvrement pour les opérations de maintien de la paix a été de 4,9 milliards de dollars et, au 30 septembre 2018, le montant des contributions reçues s'établissait à environ 4,3 milliards de dollars. À cette date, le montant total des contributions au financement des opérations de maintien de la paix non acquittées s'élevait à un peu plus de 2,5 milliards de dollars.

6. Au 30 septembre 2018, un montant de 92 millions de dollars était dû aux États Membres au titre des contingents et des unités de police constituées. En ce qui concerne les demandes de remboursement relatives au matériel appartenant aux contingents, 43 millions de dollars étaient dus au titre de missions en cours et 86 millions au titre des missions dont le mandat était terminé. À la date d'arrêté des comptes, les paiements au titre des contingents et des unités de police constituées étaient à jour jusqu'en juillet 2018 pour toutes les missions, à l'exception de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH), la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) et la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Les paiements au titre du matériel appartenant aux contingents étaient à jour jusqu'en juin 2018 pour toutes les missions, à l'exception de la MINUJUSTH, de la MINURSO, de l'UNFICYP et de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD). Sur le montant total de 221 millions de dollars dû au 30 septembre 2018, 9 millions de dollars au titre des contingents et des unités de police constituées de l'UNFICYP et de la FISNUA, et 24 millions de dollars au titre du matériel

¹ Distribuée par la suite sous la cote A/73/443.

appartenant aux contingents de la MINUAD ont été versés en octobre 2018.

7. Le Secrétaire général tient à ce que l'Organisation s'acquitte de ses obligations à l'égard des États Membres qui fournissent des contingents et du matériel aussi rapidement que la situation de trésorerie le permet. Le Secrétariat suit de près la situation de trésorerie des opérations de maintien de la paix afin de faire des versements aussi importants que possible. Toutefois, pour qu'il puisse le faire, les États Membres doivent s'acquitter de leurs obligations financières envers l'Organisation intégralement et en temps voulu et les mémorandums d'accord relatifs à la fourniture de matériel appartenant aux contingents doivent être signés rapidement avec les pays fournisseurs.

8. Depuis le 30 septembre 2018, date d'arrêté des comptes, des contributions au financement des opérations de maintien de la paix ont été versées par trois des États Membres dont les arriérés à cette date étaient les plus élevés. Le montant total des contributions non acquittées à cette date, soit 2,5 milliards de dollars, englobe environ 2,1 milliards de dollars au titre des missions en cours et 426 millions au titre de missions dont le mandat est terminé. Au 30 septembre 2018, 41 États Membres s'étaient acquittés de l'intégralité de leurs contributions au financement des opérations de maintien de la paix ; depuis, 11 autres en ont fait de même. L'oratrice remercie les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs contributions au financement des opérations de maintien de la paix.

9. Il est à noter que, alors que le solde de trésorerie des opérations de maintien de la paix s'élevait au total à quelque 1,9 milliard de dollars au 30 septembre 2018 (soit environ 1,6 milliard de dollars inscrits aux comptes des missions en cours, 153 millions de dollars à ceux de missions terminées et 141 millions de dollars au Fonds de réserve pour le maintien de la paix), ce montant n'est pas considéré de façon globale, l'Assemblée générale ayant décidé que des comptes distincts devaient être tenus pour chaque opération de maintien de la paix. L'Assemblée a décidé qu'aucune mission de maintien de la paix ne devait être financée au moyen des fonds d'autres missions de maintien de la paix en cours. Le Fonds de réserve pour le maintien de la paix ne peut être utilisé que pour l'établissement de nouvelles opérations ou l'élargissement d'opérations existantes.

10. Au 30 septembre 2018, le montant des contributions non acquittées pour les Tribunaux pénaux internationaux s'élevait à 68 millions de dollars, ce qui représente une progression de 19 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Ce montant se décompose

comme suit : 7,7 millions de dollars au titre du Tribunal pénal international pour le Rwanda, 30,1 millions de dollars au titre du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et 30,4 millions de dollars au titre du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Au 30 septembre 2018, 104 États Membres s'étaient acquittés de l'intégralité de leurs contributions au budget du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et 62 en avaient fait de même au titre du Mécanisme international. Le nombre réduit d'États Membres ayant versé l'intégralité de leurs contributions au budget du Mécanisme peut s'expliquer par le fait que le dernier avis de mise en recouvrement n'a été envoyé qu'en juillet 2018, les crédits du Mécanisme n'ayant été approuvés que le 5 juillet. Au total, 165 États membres ont versé l'intégralité de leurs contributions pour le Tribunal pénal international pour le Rwanda, la dernière mise en recouvrement étant intervenue en 2016.

11. Au 30 septembre 2018, 58 États Membres s'étaient acquittés de l'intégralité de leurs contributions au financement des Tribunaux pénaux internationaux ; depuis, 13 autres en ont fait de même. L'oratrice remercie les États Membres qui ont versé l'intégralité de leurs contributions au financement des tribunaux et exhorte les autres États Membres à le faire dès que possible. Si la situation de trésorerie des tribunaux est actuellement positive, le solde à la fin de l'année 2018 dépendra de la capacité des États Membres de continuer de s'acquitter de leurs obligations financières au cours des derniers mois de l'année.

12. En conclusion, l'oratrice tient à remercier les 43 États Membres qui, au moment de l'établissement du présent rapport, avaient réglé la totalité de leurs contributions, la santé financière de l'Organisation dépendant du versement ponctuel par les États Membres de la totalité des sommes dont ils sont redevables. Pour que l'Organisation puisse s'acquitter de ses mandats, il est essentiel de maintenir les liquidités à un niveau approprié. Le Secrétariat s'engage à utiliser les fonds qui lui sont confiés de manière rationnelle et efficace et à fournir des informations à ce sujet de la façon la plus transparente possible.

La séance est levée à 10 h 20.